

**IFEP**

**Association Insertion Formation Education Prévention**

Siège social :

53, rue du Révérend Père Christian Gilbert  
92665 ASNIERES CEDEX

Siège administratif des Yvelines :

BP 11 313  
78203 Mantes-la-Jolie Cedex

SIREN 417 734 092

**RAPPORT**

**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025**

A l'Assemblée générale de l'Association IFEP,

## **OPINION AVEC RÉSERVE**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association IFEP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

## **FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RÉSERVE**

### ***Motivation de la réserve pour limitation***

Le processus d'affectation des résultats de votre Association s'inscrit dans le cadre précis de la réglementation d'une association du secteur des Etablissements du Secteur Social et Médico-Social. Les affectations des résultats des différentes activités sont à comptabiliser sur la base des notifications des tiers financeurs indiquées dans la synthèse des comptes administratifs pour chaque exercice.

Lors de nos interventions, nous avons constaté que certaines écritures d'affectations des résultats de différentes natures de résultats ne correspondaient pas aux notifications de certains tiers financeurs.

Face à ces constats, votre Association a décidé de reclasser des écritures d'affectations des résultats au titre de l'exercice 2024 qui ont été corrigées pour le tiers financeur le plus important. Ces reclassements de comptes sont exposés dans l'annexe comptable des comptes annuels.

Ces reclassements n'ont pas été corrigés pour l'intégralité des tiers financeurs à la clôture du 31 décembre 2025 en raison de notifications non arrêtées et/ou non disponibles au moment de l'établissement des comptes annuels.

Tels sont les constats à la date d'émission de notre rapport qui fondent notre opinion de certifier avec réserve les comptes annuels.

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### ***Observations***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans les notes pages 10 et 19 de l'annexe comptable des comptes annuels concernant le maintien des financements des activités de l'IFEP.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable exposé dans la note « Changement de méthode » de l'annexe relatif à la première application du règlement ANC n° 2022-06.

## **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Certains reclassements dans les fonds propres n'ont pas été corrigés pour l'intégralité des tiers financeurs à la clôture du 31 décembre 2025 en raison de notifications non arrêtées et/ou non disponibles au moment de l'établissement des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Assemblée Générale de votre Association.**

À l'exception de l'incidence des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Assemblée Générale de votre Association.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.



L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 19 juin 2026

**DVA**

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Représentée par



**Emmanuel CORDIER**

## COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

**ASSOCIATION I.F.E.P.**

53 rue du Révérend Père Christian Gilbert  
92600 ASNIERES





## Sommaire

### 1. Comptes annuels

Bilan

Compte de résultat

Annexe

2

3

5

7



# COMPTES ANNUELS

2025

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025



Comptes annuels

## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>ACTIF</b>				
Frais d'établissement (I)				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	91 367	91 367		23 362
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	6 452	6 452		
Autres immobilisations corporelles	381 100	353 800	27 300	52 286
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	400		400	400
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	37 822		37 822	42 111
<b>Total Actif immobilisé (II)</b>	<b>517 142</b>	<b>451 619</b>	<b>65 523</b>	<b>118 159</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>Créances</b>				
Usagers et comptes rattachés	10 090	576	9 514	31 870
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	54 940		54 940	123 656
Charges constatées d'avance	20 684		20 684	77 646
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 679 934		1 679 934	1 665 314
<b>Total Actif circulant (III)</b>	<b>1 765 648</b>	<b>576</b>	<b>1 765 072</b>	<b>1 898 486</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (VI)				
<b>TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>2 282 790</b>	<b>452 195</b>	<b>1 830 594</b>	<b>2 016 644</b>





## Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
<b>PASSIF</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>22 867</b>	<b>22 867</b>
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	22 867	22 867
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
<b>Réserves</b>	<b>164 438</b>	<b>164 438</b>
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles	164 438	164 438
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	164 438	164 438
Excédent et Réserves affectés à l'investissement	22 551	22 551
Réserve de trésorerie		
Réserve de compensation des déficits et charges d'amortissements	50 593	50 593
Autres réserves	91 294	91 294
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau	-602 423	-425 776
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-602 423	-425 776
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-69 539</b>	<b>-176 647</b>
dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-69 539	-176 647
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>-484 656</b>	<b>-415 117</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total des fonds propres (I)</b>	<b>-484 656</b>	<b>-415 117</b>
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total des fonds reportés et dédiés (II)</b>		
Provisions		
Provisions pour risques	518 758	600 540
Provisions pour charges		
<b>Total des provisions (III)</b>	<b>518 758</b>	<b>600 540</b>
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés	82 035	372
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 215	70 314
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 165 298	1 269 010
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	83 945	111 526
Produits constatés d'avance	380 000	380 000
<b>Total des dettes (IV)</b>	<b>1 796 493</b>	<b>1 831 222</b>
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
<b>TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 830 594</b>	<b>2 016 644</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	50	2 668
Ventes de biens		
- dont vente de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations services		
- dont parrainages		
- dont vente de dons en nature		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	7 827 453	11 038 257
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	7 827 453	7 827 453
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissement, dépréciation et provision	600 540	
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	18 110	246
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>8 446 153</b>	<b>11 041 171</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	1 716 111	2 201 627
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	399 096	657 140
Salaires	4 064 161	5 454 227
Cotisations sociales	1 714 449	2 186 575
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	48 348	58 356
Dotations aux provisions	518 758	-
Reports en fonds dédiés		
Valeurs comptables des immo. cédées		
Autres charges	55 783	7 139
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>8 516 707</b>	<b>10 565 065</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-70 553</b>	<b>476 106</b>
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	1 870	11 858
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des cessions d'éléments financiers		
Produits nets / cessions VMP et instruments de trésorerie		
<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>1 870</b>	<b>11 858</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés	856	7 753
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immo. financières cédées		
Charges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>856</b>	<b>7 753</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>1 014</b>	<b>4 104</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-69 539</b>	<b>480 210</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
Total des produits exceptionnels (V)		371 906
Total des charges exceptionnelles (VI)		1 028 764
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>-656 858</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	8 448 024	11 424 935
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 517 563	11 601 582
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-69 539</b>	<b>-176 647</b>
dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-69 539	-176 647
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		





## Annexe



Désignation de l'association : I.F.E.P.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 1 830 594 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 69 539 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 29/04/2026 par le conseil d'administration de l'association.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association I.F.E.P (Insertion-Formation-Education-Prévention) a pour but la promotion, l'étude, la mise en place et la gestion :

- d'interventions dans le champ de l'éducation spécialisée
- de formations liées au secteur social
- d'évaluation dans les domaines des activités sociales, socioculturelles et médicosociales
- d'actions d'insertion

En outre, l'association se propose d'être un centre de recherche et de coordination des politiques, des municipalités et des départements en matière de prévention et d'insertion, en les assistant sur les plans technique, juridique et pédagogique.

L'association se donne la possibilité de recevoir des personnes mises à disposition par d'autres associations ou par des collectivités locales, l'Etat, dans des missions conformes aux buts de l'association.

## Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable :

Le changement de réglementation comptable lié à la première application des règlements Association ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes, inhabituelles et significatives ;
- la suppression de la technique de transfert de charges, les produits et charges correspondants étant désormais comptabilisés directement dans les comptes appropriés selon leur nature ;

## Annexe

Les comptes ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions :

- du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01,
- du règlement ANC n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- du règlement ANC n° 2020-08 du 4 décembre 2020 modifiant le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Première application du règlement ANC 2022-06 et de l'ANC 2023-03 pour les personnes morales de droit privé à but non lucratif

Conformément aux dispositions transitoires, ce changement est appliqué de manière prospective à compter du 1er janvier 2025.

Par conséquent, absence de retraitement du résultat 2024 : Les comptes de l'exercice précédent présentés à titre comparatif n'ont pas été retraités selon les nouvelles méthodes de comptabilisation. Le résultat net de l'exercice 2024 reste inchangé. Par exemple, les produits et charges qualifiés d'exceptionnels en 2024 n'ont pas été reclassés au regard de la nouvelle définition.

Les impacts sur l'exercice N de ce changement de méthode sont reportés page suivante

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



## Impacts sur l'exercice clos (Exercice 2025)

L'application de la nouvelle réglementation comptable issue de l'entrée en vigueur du règlement ANC n° 2022-06 et ANC n° 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, au cours de l'exercice 2025 a conduit aux principaux changements suivants par rapport aux méthodes appliquées antérieurement :

Anciens comptes	Nouveaux comptes	Montant comptabilisés 2024	Montants comptabilisés 2025
<b>CHARGES</b>			
6712.. Pénalités, amendes fiscales et pénales	6582.. Pénalités, amendes fiscales et pénales	ns	0,00
6718 Autres charges exceptionnelles et autres	6588 Divers	142 091	55 692
6721 Autres charges exceptionnelles de gestion	6588 Divers	284 369	0
687480 Dotation provision litige exceptionnel	6815 Dotation pour risque et charges	600 540	518 758
<b>PRODUITS</b>			
78714 Reprise provision R et Charges	7815 Reprise provision risque et charges	222 710	600 540
<b>TOTAL CHARGES</b>		<b>1 027 000</b>	<b>574 550</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>		<b>222 710</b>	<b>600 540</b>
<b>TOTAL DES IMPACTS NETS</b>		<b>-804 290</b>	<b>+26 090</b>





## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

#### 1- Continuité d'exploitation

L'exercice 2025 est marqué par un contexte économique particulièrement contraint, caractérisé par une baisse des financements impactant directement l'activité et les capacités d'intervention de la structure.

L'année est également marquée par la mise en œuvre de mesures d'adaptation et de rationalisation des moyens, dans une logique de maîtrise des charges de fonctionnement.

Par ailleurs, une refonte importante de l'organisation territoriale a été engagée, avec une redéfinition des périmètres d'intervention et la suppression de plusieurs sites et dispositifs, traduisant une réorganisation structurelle visant à adapter l'offre de service aux ressources disponibles et aux évolutions des financements publics.

#### 2- Provision pour risque de 518 758€

Une dotation de 518 758€ a été constituée au 31 décembre, elle correspond à des litiges prud'homaux.

La provision constituée en 2024 de 600 540€ à quant à elle été reprise sur l'exercice 2025,

L'impact net dans les comptes de ces opérations est de +81 782€.

#### 3- Autre :

Dans le cadre de la reconfiguration de ses activités, l'IFEP a arrêté les activités suivantes durant l'exercice 2025.

- La fin de tarification du Mentorat sur le 78. (331 960 € perçus en 2025 contre 1 442 672 € en 2024)
- Fin de la convention avec l'association la Pirogue de Xialeyi

#### 4- Capitaux propres :

L'affectation des résultats sous contrôle des tiers financeurs est réalisée selon les décisions des autorités de tarifications des tiers financeurs. Ces notifications précises le montant des dépenses différés et des dépenses rejetées qui sont retracées dans des comptes spécifiques des fonds propres.

Les fonds propres ont été mouvementés uniquement pour le Département des Yvelines au titre des exercices 2023 à 2024.

Les notifications des comptes administratifs au titre de l'exercice 2025 ne sont pas reçues au moment de l'établissement des comptes annuels



## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	91 367			91 367
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>91 367</b>			<b>91 367</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 452			6 452
- Installations générales, agencements aménagements divers	92 516			92 516
- Matériel de transport	185 862			185 862
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	102 722			102 722
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>387 553</b>			<b>387 553</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	400			400
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	42 111		4 288	37 822
<b>Immobilisations financières</b>	<b>42 511</b>		<b>4 288</b>	<b>38 222</b>
<b>TOTAL</b>	<b>521 430</b>		<b>4 288</b>	<b>517 142</b>



## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amor- tisse- ment	Mode d'amor- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement						
- Fonds commercial						
- Autres immobilisations incorporelles	2 à 3 ans	linéaire	68 004	23 363		91 367
<b>Immobilisations incorporelles</b>			<b>68 004</b>	<b>23 363</b>		<b>91 367</b>
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agencement et aménagements des constructions						
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 à 6 ans	linéaire	6 452			6 452
- Installations générales, agencement et aménagements divers	3 à 5 ans	linéaire	66 308	13 316		79 624
- Matériel de transport	5 à 6 ans	linéaire	168 692	6 125		174 817
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 à 4 ans	linéaire	93 815	5 544		99 359
- Emballages récupérables et divers						
<b>Immobilisations corporelles</b>			<b>335 267</b>	<b>24 985</b>		<b>360 253</b>
<b>TOTAL</b>			<b>403 271</b>	<b>48 348</b>		<b>451 619</b>





## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 123 536 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	37 822		37 822
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	10 090	10 090	
Autres	54 940	54 940	
Charges constatées d'avance	20 684	20 684	
<b>Total</b>	<b>123 536</b>	<b>85 714</b>	<b>37 822</b>

Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

#### Produits à recevoir

	Montant
USAGERS, PRODUITS NON FACTURES	9 514
INTERETS COURUS A RECEVOIR	1 870
<b>Total</b>	<b>11 384</b>





## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	22 867				22 867
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	164 438				164 438
Report à Nouveau	-425 776		503 434	680 081	-602 423
Excédent ou déficit de l'exercice	-176 647	176 647		69 539	-69 539
<b>Situation nette</b>	<b>-415 118</b>	<b>176 647</b>	<b>503 434</b>	<b>749 620</b>	<b>-484 657</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>-415 118</b>	<b>176 647</b>	<b>503 434</b>	<b>749 620</b>	<b>-484 657</b>

### Provisions

#### Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	600 540	518 758	600 540		518 758
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
<b>Total</b>	<b>600 540</b>	<b>518 758</b>	<b>600 540</b>		<b>518 758</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		518 758	600 540		
Financières					
Exceptionnelles					



## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 796 493 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Echéance à plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	82 035	82 035		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 215	85 215		
Dettes fiscales et sociales	1 165 298	1 165 298		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	83 945	83 945		
Produits constatés d'avance	380 000	380 000		
<b>Total</b>	<b>1 796 493</b>	<b>1 796 493</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice (*) Emprunts remboursés sur l'exercice (**) Dont envers les associés				



### Charges à payer

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	324
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	42 136
Dettes fiscales et sociales	768 572
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Divers comptes créditeurs	
<b>Total</b>	<b>811 032</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	20 684		
<b>Total</b>	<b>20 684</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	380 000		
<b>Total</b>	<b>380 000</b>		





## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	34 000	
<b>TOTAL</b>	<b>34 000</b>	

#### Subventions d'exploitation

Les subventions sont constituées :

- Des dotations globales accordées par les financeurs sur les sites en gestion conventionnée et réglementée (Yvelines, Eure-et-Loir et Oise)
- Des financements d'emplois aidés
- Des autres financements spécifiques de projets obtenus par les différents sites.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			7 827 453			7 827 453
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						<b>7 827 453</b>

### Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>69 539</b>	
Part du résultat sur gestion conventionnée	69 539	
Part du résultat sur gestion libre		





## Notes sur le compte de résultat

### Détermination de l'excédent ou du déficit effectif global

	N	N-1
Résultat comptable	-69 539	-176 647
Reprise du résultat antérieur (*)		
Excédent ou déficit effectif global		
Dont résultat effectif sous gestion propre		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-69 539	-176 647
(*) reprend par défaut le solde des comptes 6892 diminué du solde des comptes 7892.		



## Autres informations

### Informations sur les dirigeants

#### Rémunérations allouées aux dirigeants

Conformément à la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif, il est précisé que les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ne sont pas rémunérés.

Il s'agit du président, du vice-président et du trésorier de l'association.

#### Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : non estimé

### Evènements postérieurs à la clôture

#### Continuité d'exploitation

Dans ce contexte budgétaire dégradé, « un protocole d'accord relatifs à la restructuration de l'IFEP et à la sécurisation de sa situation financière » a été signé le 2 juin 2026 entre le Département des Yvelines et l'IFEP pour un montant estimé à 3 191 726 €. Cette somme sera utilisée notamment pour l'arrêt de l'activité « Prévention collège » qui sera repris par le département des Yvelines à compter de la rentrée 2026.

Le montant de cette enveloppe, au moment de l'établissement du protocole, intègre le soutien trésorerie et le Plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE). Il pourra le cas échéant faire l'objet d'une révision par le biais d'un avenant au présent protocole.

